



LE DEVOIR

Toujours plus d'argent à l'école privée

Les subventions de l'État suivent la forte hausse de la fréquentation

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Le réseau scolaire privé prend du galon: alors que le nombre d'élèves qui fréquentent ses écoles primaires et secondaires a augmenté de 14 % depuis 1999, les écoles publiques ont perdu des plumes, et

4 % de leurs protégés. Conséquence de cette augmentation des effectifs, les écoles privées ont reçu 20 % de plus de l'État, qui les finance, comme au public, selon un principe lié au *per capita*.

Effet inévitable d'une clientèle moins importante, le réseau public n'a pas connu le même sursaut dans son

financement, qui n'a augmenté que de 9 % entre 1999 et 2004, selon les données fournies au *Devoir* par le ministre de l'Éducation. L'analyse de ces chiffres survient au moment où le réseau public demande à Québec de réviser à la baisse son soutien au réseau privé primaire et secondaire. Depuis 1993, le Québec verse à un élève fré-

quantant une école privée du réseau primaire et secondaire 60 % de ce que ce même élève lui coûte au public.

Le Devoir a appris que la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ) de même que

VOIR PAGE A 8: ÉCOLE

OTTAWA

Les députés devront revoter sur le contrôle des armes à feu

Le libéral Gallaway conteste les crédits alloués au programme

MANON CORNELIER

Ottawa — Les bougies des cérémonies à la mémoire des victimes du massacre de l'École polytechnique auront à peine le temps de refroidir que les députés fédéraux seront obligés, de leur côté, de se prononcer sur l'avenir du registre des armes à feu à cause d'un député libéral qui s'y oppose.

Le député Roger Gallaway veut retirer au Centre canadien des armes à feu la totalité de son budget de 96,5 millions. Pour y arriver, il a manifesté son opposition à cette portion des crédits budgétaires du gouvernement fédéral qui, eux, doivent être

votés jeudi aux Communes. Normalement, un seul vote suffit à adopter le tout, mais, si un député donne avis qu'il s'oppose à une partie des crédits, cette dernière, même si ce n'est qu'une ligne, doit obligatoirement faire l'objet d'un vote séparé.

C'est ce qui arrivera jeudi avec le budget pour le contrôle des armes à feu, un programme que les proches des victimes de Polytechnique ont obtenu de haute lutte. C'est en effet à la suite de cette tragédie que la population s'est mobilisée en faveur de cette politique. Le geste de M. Gallaway a donc agacé nombre de parlementaires hier. En coulisses, députés et conseillers déploreraient la manœuvre et, surtout, le moment choisi pour la faire.

Roger Gallaway est reconnu à Ottawa pour ses coups de gueule, son mépris pour la discipline de parti et son travail de sape contre le leadership de Jean Chrétien pendant les dernières années de son mandat. Il avait pour tant appuyé la création du registre des armes à feu en 1995, mais la flambée des coûts et la mauvaise gestion du programme mise au jour par la vérificatrice générale en 2002 ont eu raison de sa patience. Il répète, depuis, qu'il veut bien

VOIR PAGE A 8: ARMES



SABAH ARAR/AGENCE FRANCE-PRESSE

Prière dans un mosquée du Kurdistan irakien

Des chiites, des sunnites, des Kurdes et des Turkmènes s'allient

À lire en page B 5

INDEX

7	Annonces.....	A 5	Idées.....	A 7
	Avis publics..	B 4	Météo.....	B 4
	Culture.....	B 8	Monde.....	B 5
	Décès.....	A 5	Mots croisés..	A 5
	Économie.....	B 1	Sports.....	B 6
	Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7

Déblocage en Ukraine



GLEB GARANICH/REUTERS

Un débloccage est survenu hier soir à Kiev à moins de trois semaines du nouveau second tour de l'élection présidentielle en Ukraine, fixé au 26 décembre. L'opposition et les partis progouvernementaux seraient parvenus à un compromis sur la réforme de la loi électorale et sur les amendements à la constitution. Autour de la table se trouvaient le chef de l'opposition, Viktor Iouchtchenko, le président polonais Alexander Kwasniewski, le président ukrainien Léonid Koutchma, le président lituanien Valdas Adamkus, le premier ministre ukrainien et candidat à la présidence Viktor Ianoukovich, le chef de la diplomatie européenne, Javier Solana, et le président de la Douma russe, Boris Gryzlov (vu de dos). Nos informations en page B 5.

Le Canada espère envoyer 500 observateurs en Ukraine

SYLVAIN LAROCQUE

Ottawa — Tout juste trois jours après avoir promis d'envoyer 75 observateurs à la reprise de l'élection présidentielle ukrainienne, le 26 décembre, le gouvernement de Paul Martin a annoncé hier qu'il multiplierait presque par six la taille de la délégation canadienne.

«Le gouvernement du Canada enverra autant d'observateurs qu'il le faut — jusqu'à 500 — sous les auspices de l'OSCE [Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe]», a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Pierre Pettigrew.

«Je peux d'ores et déjà vous dire qu'il s'agira de la plus grosse mission d'observateurs d'élections de l'histoire du Canada», s'est-il félicité. La délégation cana-

dienne pourrait bien être la plus importante en Ukraine: le Royaume-Uni a promis quelque 120 observateurs, alors que les États-Unis s'en tiendront à une soixantaine.

Le Congrès des Ukrainiens-Canadiens s'est réjoui de la décision fédérale, qui coûtera quelque 3,5 millions.

VOIR PAGE A 8: CANADA

Un cas d'intolérance ?

Le feu rase le chantier d'un projet contesté de logements sociaux

ANTOINE ROBITAILLE

Est-ce l'intolérance qui a conduit à l'incendie du projet de logements sociaux Hamilton, dans le quartier Émard de l'arrondissement Sud-Ouest, hier? La question est sur toutes les lèvres.

Dans la nuit de dimanche à hier, le feu a totalement rasé le 6935 Hamilton, ancien Centre hospitalier de Ville-Émard, qu'on était en train de convertir

en habitation de 15 logements pour jeunes ex-sans-abri résolus à sortir de la rue.

Une enquête de l'escouade des incendies criminels du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) est en cours. Le brasier n'a fait aucun blessé, mais sa force a contraint les policiers à évacuer une vingtaine de voisins.

VOIR PAGE A 8: INTOLÉRANCE



JACQUES GRENIER/LE DEVOIR

Une affiche des opposants aux logements sociaux jouxtant les ruines de l'ancien Centre hospitalier de Ville-Émard



En achetant le nouvel album de photographies de Reporters sans frontières, vous nous aidez à défendre les journalistes emprisonnés pour avoir simplement fait leur métier.

EN VENTE MAINTENANT - 12,75 \$

N'attendez pas qu'on vous prive de l'information pour la défendre.



♦ www.ledavoir.com ♦

LE DEVOIR

IRAK

■

♦ www.ledavoir.com ♦

LE DEVOIR

IRAK

■